



Projet accompagnement solidarité Colombie
Novembre 2019

Chronique carcérale : questionnements sur l'éducation

Se questionner : pourquoi tous les gouvernements de la Colombie cherchent à construire plus de prisons ; pourquoi il y a toujours plus de gens emprisonnés ; pourquoi la présomption d'innocence n'existe ni pour le procureur ni pour la société; qu'entendons-nous par « délit »; qu'est-ce qu'un comportement « délinquant » ou « adéquat », quel est le modèle de citoyenneté?

Ces questionnements peuvent nous amener à réfléchir sur l'éducation qui est fournie à la société et sur ce qu'on attend de celle-ci.

La famille, la télévision, l'école, l'église, la rue, les parcs, les centres commerciaux, le transport public, les supermarchés,... sont des lieux communs où l'on forme un type de sujet modèle, dont on prétend former l'être, l'action, les rêves et les sens. Si cela ne donne pas le résultat escompté, la prison est le dispositif qui aurait la capacité de corriger et rediriger le comportement vers ce qui est considéré comme correct.

Mais qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans ce « système » éducatif ? Ou bien le modèle de sujet désiré ne correspond pas à celui qui est formé ; ou les dispositifs éducatifs ne fonctionnent pas, ou encore peut-être que le sujet en formation résiste à des apprentissages pourtant adéquats ; ou définitivement, la société se trompe sur ce sujet idéal qu'elle désire former. Ces dispositifs formeraient-ils un sujet inapte à la vie en société? Individualiste,

égoïste, cherchant la satisfaction de ses intérêts peu importe les implications, et basant ses relations et ses actions sur la compétition.

La société qui punit les hors-la-lois est la même qui les a formés, et le centre commercial comme la prison sont le reflet du type de société qui définit et corrige le sujet désiré.

Ces interrogations pourraient nous amener à penser que lorsque la volonté ou la conscience individuelle et collective n'ont pas leur place, lorsqu'elles dévient de l'ordre établi, elles seront corrigées, que ce soit dans la rue ou à l'église. On en vient à se demander quelle est la finalité d'adhérer à un comportement adéquat en société. Ne s'agit-il pas de vivre une vie harmonieuse avec nos concitoyen.nes ? Ou s'agirait-il plutôt de répondre aux normes qui conviennent, aux intérêts de la consommation et de l'accumulation de la richesse ?

Les questions sont des fenêtres qui s'ouvrent toujours sur de nouveaux paysages, et aujourd'hui se questionner sur la nature de la punition, maxime de l'éducation proportionnée

par l'État, permet de prendre conscience de l'exclusion, de la naturalisation des asymétries sociales, politiques et économiques; qui sont défendues par ce projet éducatif mis en œuvre par ces multiples dispositifs de contrôle social.

Les questions n'ont pas toujours de réponse, elles peuvent mener à de nouvelles préoccupations qui ouvrent des univers de compréhension. Il convient de se renseigner sur ce sujet idéal que nous pensons que la société doit former. Quelle société pourrions-nous construire, quelle éducation pourrions-nous mettre en place, quels nouveaux dispositifs et finalement quels mécanismes de correction devrions-nous appliquer pour modifier ce qui nous semble une erreur ?

« Le sujet qui s'interroge réveille sa conscience », pense celui qui, regardant par l'unique fenêtre qui donne sur la rue, regardant passer des centaines de personnes pressées dans des bus rouges de Transmilenio, observe au loin, des groupes de jeunes vêtus de treillis militaires haletant en pelotons et comment dans les montagnes d'innombrables maisons poussent entre les pelles mécaniques qui creusent la terre. À l'intérieur, plusieurs individus sont en cercle, certains jouant aux cartes, ceux près de la fenêtre cherchent un rayon de soleil tandis qu'une voix nasillarde crie « Dernier repas ».

Avec la louche en main, le cantinier dispose les aliments un à un dans les compartiments de plastique : un morceau de poulet sanglant qui, comme le dit l'un des cantiniers de la place « pourrait partir à courir après un bouche à bouche », des légumes entre carottes, betteraves et oignons, qu'on ne doit pas servir aussi bien coupés aux chevaux, et une soupe hasardeuse.

Après la répartition du riz, le restant est placé dans un sac blanc par un des plus vieux. « Venez les filles, venez mes petites filles », dit-il d'une voix aiguë en appelant les pigeons, qui se regroupent pour se disputer les grains de riz. Par la grille, où s'avance la main cherchant les

oiseaux, un trou permet de communiquer avec l'aile voisine, des voix en jaillissent réclamant un pin ou un peu de nourriture.

J'observais attentivement le spectacle des centaines de pigeons ; la voix du vieux qui les appelait, les voix qui demandaient des pins et je sentais la faim, qui ne se calmerait pas avec ce que j'avais reçu, surgissaient plusieurs questions qui, comme des rayons de lumière à travers les barreaux, illuminèrent les recoins obscurs de l'incompréhension... tout en écoutant un des hommes de main du vieux dire au cantinier qu'il lui donnerait 30 pins pour le riz des pigeons.

Mais qui pourrait être aussi généreux avec ces petits animaux qui luttent pour ne pas mourir ? « Sûrement un de ceux qui expulsent les paysans de leurs terres, et dont la main ne tremble pas dans les rues à l'heure d'ordonner une mort », me dit à voix basse un autre vieux qui observait souriant mon visage étonné et interrogatif. « Celui-là, ils s'en souviennent à Trujillo, même le curé n'a pas pu se sauver », conclut-il en partant.

La normalisation de la prison est un mal plus profond que son existence même. Ce lieu, pensé exclusivement pour punir et se venger de ceux qui osent subvertir l'ordre établi, ne devrait pas faire partie des mécanismes de résolution de conflits dont une société a nécessairement besoin. Les mouvements de la société dépendent de la quantité de conflits et de résolutions que celle-ci traverse. La prison n'est clairement pas une solution à un de ses conflits. Questionner la prison est nécessaire pour en finir avec sa normalisation. C'est peut-être le moyen de nous rencontrer, nous, centaines et centaines qui ne croyons pas que ce soit la seule façon d'exister.

Julian Gil est prisonnier politique membre du Congreso de los Pueblos et de la Red de Hermandad. Il est détenu en attente de procès suite à un montage judiciaire depuis le 6 juin 2018. La PASC soutient la campagne pour sa libération immédiate. Il écrit régulièrement sur la réalité qu'il peut observer depuis sa cellule.

Le nouveau centre de détention à Laval : une prison comme une autre

Comment est-on arrivé à ce point où nos sociétés sont absolument dévorées par un système punitif, guidées par le principe de vengeance collective où on éduque par le repentir?

Même si le besoin de vengeance peut être un sentiment légitime comme victime, il faut réfléchir à ce qu'on peut en construire pour ne pas rester enfermer dans cette logique. L'incarcération n'est pas la solution, et les stratégies alternatives à l'incarcération imposées par les gouvernements ne font que renforcer le contrôle et la surveillance sur les individus à l'extérieur des murs des prisons pour garantir le maintien de l'ordre.

À Laval, un deuxième centre de détention pour migrant.es est en construction. Une nouvelle prison bien de chez nous, écoresponsable, nous dit-on pour nous rassurer... La prison, qu'elle soit de marbre et d'or, restera toujours qu'un lieu de misère et de violence. N'importe quelle personne dans un processus de reconnaissance de statut peut s'y retrouver et être menacée de déportation, les arrestations étant faites de manière totalement arbitraire. Comme en 2012, cette femme colombienne mère de quatre enfants (deux nées au Canada et deux aux États-Unis) qui est interdite de territoire au Canada pour un vol commis aux États-Unis il y a plusieurs années, alors que son mari et ses deux filles aînées obtiennent le droit d'asile. Son mari ne peut rentrer en Colombie craignant de se faire tuer par les FARC qui l'ont déjà enlevé. Alors qu'elle s'était construite une vie ici, elle a dû tout quitter et retourner en Colombie. Elle risquait de se trouver enfermer dans cette prison de Laval.

Prison. Tous les déplacements des personnes à l'intérieur sont faits menottes aux poignets. Les cellulaires sont confisqués, de toute façon il n'y a pas de connexion wifi. Les familles sont séparées, les enfants restent avec leurs mères qui subissent une grande pression de la DPJ et des agent.es frontalier.ères à leur sujet. Tous les

comportements sont notés au dossier, contrôle permanent sur les existences de ces gens, dont le seul crime est celui d'exister! La menace d'un transfert vers une prison provinciale ou fédérale est constante (le tiers des migrant.es détenu.es s'y trouvent). La "détention administrative" au Canada n'a pas de limite de temps. Lors d'une récente discussion sur les luttes anticarcérales menées par des femmes, l'une d'elles raconte sa déportation. Des policiers l'ont escortée jusqu'à l'avion, la confiant à une agente de bord qui restera avec elle tout le trajet : C'était comme si j'étais une criminelle! L'humiliation. Le discours qui renforce la criminalisation de la migration sous prétexte d'une plus grande sécurité (mais pour qui?) est mensonger. Le racisme et le colonialisme en sont ses racines. Ce système augmente l'exploitation et accroît la pauvreté, en plus d'aggraver les contextes de violences physiques et psychologiques.

158 nouvelles places dans cette prison de Laval. Le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) est la police canadienne qui fait le plus de transfert à l'agence des services frontaliers. *Montréal ville sanctuaire*

Ces femmes, hommes, enfants qu'on enferme fuient des situations de violence et de répression dans lesquelles le Canada n'est pas neutre. Les projets extractifs de minières canadiennes portent une

responsabilité dans les conflits armés en Afrique et en Amérique latine. C'est le revers de l'impérialisme.

Article intégral sur notre site web.

Accompagnement international en Colombie
Le PASC a une vision anti-impérialiste de la solidarité internationale. L'accompagnement agit comme mécanisme de protection auprès des communautés et organisations sociales, tout en ouvrant des espaces pour la construction de liens de solidarité entre ici et la Colombie. Si vous êtes intéressé.e par l'accompagnement en Colombie, contactez-nous.

Cristina Bautista multipliée

Cristina Bautista, gouverneure du peuple Nasa, ainsi que cinq gardes autochtones ont été assassiné.es le 29 octobre 2019. Ce massacre s'inscrit dans une vague d'assassinats qui touchent des régions de la Colombie où les communautés s'opposent aux mégas projets énergétiques et exigent le droit à contrôler leur territoire. Voici les mots de Claudia Korol.

Lorsque les oiselles prennent leur envol, certaines montent plus haut, peut-être parce qu'elles ont la force des ancêtres ou ne traînent pas le poids des mauvaises habitudes, peut-être parce qu'elles prennent la route avec plus de détermination. Quand elles volent haut, une balle patriarcale les pointe et... tire! Le pouvoir patriarcal, colonial et capitaliste ne tolère pas que les oiselles indiquent des chemins et dessinent des empreintes dans l'air, menaçant leur domination historique.

Mais Bety Cariño, Berta Cáceres, Macarena Valdés, Marielle Franco et tant de sœurs continuent de dessiner notre ciel... pas celui de « l'au-delà », mais celui du « ici », celui qui nous abrite et que nous rencontrons.

Cristina Bautista a été abattue. Elle parlait clairement et était résolue à accompagner son peuple dans le contrôle et la défense du territoire, à prendre soin de la paix et de l'autonomie des communautés. Elle volait haut. La balle meurtrière l'a cherchée, l'a trouvée, mais Cristina n'est pas tombée. Elle s'est mise à se multiplier dans nos cœurs, elle est devenue un territoire, une rivière, des forêts, la parole qui avance, des femmes qui volent.

Cristina et toutes les sœurs tuées dans des féminicides territoriaux crient une parole vraie. Nous les écoutons. Partout, les oiselles prennent soin de l'indignation, de la rage digne, et renaissent dans nos cris de « Ya Basta ».

Les politiques de mort et les politiques de vie se livrent bataille aux quatre coins du continent et du monde. Les machistes fascistes font face au peuple et tirent sur les femmes et leurs visages de dignité.

Il n'y a pas de place pour l'indifférence. Ni pour la tiédeur. Ni pour le calcul des coûts et des avantages. Ni pour la démobilisation. Ni pour déléguer le pouvoir du peuple dans des représentations électorales. Les peuples se retrouvent face à la guerre déclarée des Piñera, Bolsonaro, Erdogan, Macri, Duque fils d'Uribe et leurs bras droits.

Face au feu des armes, face au feu des forêts en flammes, face au feu des féminicides territoriaux, des peuples debout brandissent des drapeaux et plus de cinq siècles de courage. Les balles n'ont pas de frontières. Ils tirent avec le pouvoir transnational. Face à cela, nous nous soulevons avec le pouvoir féministe, plébéien et plurinational. D'en bas, là où les racines ne peuvent pas être arrachées, et du ciel que nous parcourons avec les yeux de nos sœurs toujours présentes, toujours libres, enveloppées dans des couvertures de dignité.

Cristina Bautista, nous disons ton nom avec amour, et nous nous engageons, envers toi, envers ton peuple, à ne pas nous fatiguer, à ne pas abandonner le chemin que tu as indiqué. Paix. Autonomie. Autorité territoriale. Justice. Liberté.

La Piedra, c'est la roche de la résistance, celle qui, dans le soulier des puissants, dérange. C'est celle qui dans toute sa diversité, constitue notre habitat, vitale à nos existences. C'est la roche qu'on lance. Et bien sûr, c'est la roche exploitée. L'extractivisme, modèle économique basé sur l'exploitation des ressources, ravage toujours davantage ici et ailleurs. C'est au « Canada », sur terres colonisées, que la majorité des entreprises minières dans le monde ont leur siège social. Ainsi, les entreprises canadiennes déploient leurs activités en Colombie en toute impunité profitant et nourrissant la violence politique et sociale qui sévit dans ce pays en guerre.

Le Projet accompagnement solidarité Colombie est un collectif qui depuis 2003 réalise de l'accompagnement auprès de communautés et organisations colombiennes tout en faisant des liens entre des luttes ici et en Colombie face à l'imposition de méga-projets d'extraction des ressources.

PROJET ACCOMPAGNEMENT SOLIDARITE COLOMBIE

Courriel : info@pasc.ca | Téléphone : 514-966-8421 | Site web : pasc.ca

facebook.com/ProjetAccompagnementSolidariteColombie